

L'économie solidaire depuis une approche féministe : une analyse critique et possibiliste

*Isabelle Guérin, Isabelle Hillenkamp
et Christine Verschuur*

Dans presque tous les domaines d'activité économique—de l'agriculture à l'artisanat, en passant par la fabrication, la finance, les services sociaux et de *care*—on trouve des pratiques de production, d'échange et de redistribution fondées sur la solidarité, c'est à dire sur des relations volontaires d'interdépendance, inclusives et égalitaires. Ces pratiques privilégient la recherche de la solidarité (entre travailleurs-travailleuses et producteurs-productrices, entre producteurs-productrices et consommateurs-consommatrices, entre les lieux et les générations) sur la recherche de profit au niveau individuel ou collectif (Eme, Laville 2006 ; Servet 2007 ; Guérin, Hersent, Fraisse 2011). Avec plus ou moins de succès, les pratiques d'économie solidaire (ES) visent à (ré)inventer des rapports sociaux non capitalistes ni de type domestique. A partir de formes de gestion qui permettent aux travailleurs et travailleuses de se (ré)approprier les moyens de production et de construire ou de réactiver des dynamiques sociales qui

Guérin, I., Hillenkamp, I. et Verschuur, C. (2021). L'économie solidaire depuis une approche féministe : une analyse critique et possibiliste. In *Effervescences féministes : Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire, repenser la valeur. Genre et développement. Éclairages N°2*. C. Verschuur, I. Guérin, et I. Hillenkamp. 37–68. Paris : L'Harmattan.

contrent l'individualisme et la cupidité, elles créent la possibilité d'organiser la reproduction sociale de manière à ce que «les capacités de toutes les personnes et la qualité de toutes les vies» comptent (Coraggio 2009). Les pratiques d'ES visent également à faire place au débat, associant ainsi démocratie et économie, et à susciter de nouvelles façons de contester les institutions et les politiques publiques et de développement. Le caractère indissociable de ces deux dimensions—économique et politique—est ce qui distingue l'ES d'autres propositions telles que l'économie sociale, l'«économie inclusive», les entreprises sociales ou le *social business* (Laville, Juan, Subirats 2020).

Longtemps ignorées, les pratiques d'ES ont fait l'objet d'une attention croissante au cours des dernières décennies. En Amérique latine, l'intérêt pour l'ES s'est inscrit dans un changement de paradigme plus large autour de la notion d'«économie populaire», qui a cherché à dépasser le débat sur l'économie formelle/informelle pour considérer toutes les formes de travail, réglementées ou non, du point de vue de leur contribution à la reproduction de la vie (Razeto, Calcagni 1989; Coraggio 1994, 2006; Nuñez 1996; França Filho e.a. 2009; Sarria, Tiriba 2006; Hinkelammert, Mora 2009; Ruiz-Rivera 2019). Au Brésil en particulier, l'ES a été conceptualisée en termes d'autogestion, se différenciant à la fois du travail salarié et des petites entreprises informelles (Singer 2000; voir aussi: Lemaître 2009). Dans les pays andins, l'ES a été discutée en relation avec l'«économie communautaire» et le modèle du «bien-vivre» (*buen vivir*) comme alternative potentielle à la «modernité capitaliste» (Hillenkamp, Wanderley 2015). Ce changement de paradigme a fait écho au regain d'intérêt, dans le monde anglophone, pour une approche centrée sur les moyens de subsistance (*livelihoods*) dans les économies locales des quartiers et communautés pauvres (Hillenkamp, Lapeyre, Lemaître 2013). Ici aussi, les auteurs ont mis l'accent sur les multiples stratégies et sur la créativité des acteurs (Hull, James 2012), leurs besoins de protection (Cook, Heintz, Kabeer 2008; Kabeer 2010) et de sécurité (Shiva 1996; Krishnaraj 2007). Si les questions concernant le rapport au mode de production capitaliste (Singer 2000, Gaiger 2003)

et les mécanismes de concurrence et de domination internes (Coraggio 2006) sont loin d'avoir été ignorées, la reproduction de la vie (et pas seulement les mécanismes de marché et l'accumulation de capital) constitue le cœur de ces analyses (Morrow, Dombrowski, 2015).

En tant que concept, l'ES est moins fréquemment utilisée dans le monde anglophone où des concepts tels que «l'économie humaine» (Hart *et al.* 2010), «alternative» ou «les économies communautaires» (Gibson-Graham 2014), «l'économie populaire», ou des modèles «hybrides» combinant «lutte» et «développement» sont plus courants (Kabeer, Milward, Sudarshan 2013). En Europe continentale, l'ES a également été conçue comme faisant partie d'un nouveau *welfare mix* (Evers 1995, Pestoff 1998) et d'une «économie plurielle» (Eme 1991 ; Laville 1994 ; Nyssens 1996 ; Roustang *et al.* 1997) qui met en lien le marché, l'État, les foyers et les ressources communautaires pour faire face au chômage et à la crise de l'État-providence. Au niveau international, cet intérêt croissant s'est traduit par des publications, des conférences, des lois et la création d'institutions publiques pour l'ES. Au sein du système des Nations unies, l'UNRISD a créé en 2013 un groupe de travail inter-agences sur l'ES. Face aux défis des inégalités et du changement climatique, l'ONU a proposé l'ES comme un modèle alternatif de production, de financement et de consommation (UNRISD 2014, Utting 2015).

Toutefois, hormis un corpus pertinent mais limité de littérature féministe sur l'économie solidaire, la sensibilisation croissante des chercheur-es et des politiciens à l'ES reste largement aveugle au genre, quand bien même ces pratiques sont fortement genrées et que les femmes y jouent un rôle majeur (voir chapitre 1). Ce corpus s'est principalement constitué dans les milieux francophones, hispanophones et lusophones et est souvent resté inaccessible aux chercheur-es et acteurs et actrices anglophones (Guérin, Hillenkamp, Verschuur 2019). Par ailleurs, les données quantitatives sont rares car les définitions officielles de l'ES, lorsqu'elles existent, excluent le plus souvent un grand nombre d'initiatives menées par des femmes. En France, les seules données disponibles concernent l'économie sociale, dans laquelle les femmes

représentent 65 % des travailleurs (Observatoire national de l'ES-CNCRES, 2012). L'économie sociale en France est définie à partir du statut d'organisation à but non lucratif (associations, coopératives, fondations), ce qui ne signifie pas nécessairement que les pratiques soient solidaires (Laville 2010). Au Brésil, un recensement en 2010–2012 a estimé que près de 44 % des personnes affiliées aux 20 000 initiatives recensées dans le système national d'information sur l'ES étaient des femmes. Mais ce chiffre est certainement sous-estimé car de nombreuses femmes participent à des initiatives de petite taille, qui n'ont pas été enregistrées dans le recensement. En outre, dans les cas où toute la famille participe à une organisation d'ES, seul le chef de famille masculin est généralement enregistré (Nobre 2015).

Bien que les données quantitatives fassent défaut, les observations de terrain montrent qu'un grand nombre de sous-secteurs de l'ES sont composés d'une majorité de femmes (Hillenkamp, Jalil *et al.* 2019). Les services de restauration collective sont largement, et souvent même exclusivement, composés de femmes (Ndoye 2014 ; Anderson 2015 ; Hersent 2015), tout comme les coopératives de transformation alimentaire dans les communautés à faibles revenus (Ypeij 2002 ; Hainard, Verschuur 2005). Les femmes sont très actives dans les chaînes de valeur spécifiques du commerce équitable (Charlier 2006 ; Saussey, Elias 2012), les clubs de troc et les monnaies sociales (Saiag 2015). Elles constituent la majorité des travailleuses dans les initiatives d'amélioration de l'environnement et du logement—parcs, logements sociaux, assainissement, gestion des déchets, gestion de l'eau—(Bisilliat 1995 ; Suremain 1996 ; Verschuur 2005, 2008, 2012 ; Haritas 2014 ; Saussey, Degavre 2015), dans les organisations et coopératives de *care* aux enfants et personnes âgées (Suremain 1996 ; Fournier *et al.* 2013 ; Fournier 2017 ; OIT 2015) ainsi que dans les mutuelles de santé et les caisses d'épargne et de crédit (Chatterjee 2015 ; Fonteneau 2015 ; Sudarshan 2015 ; Johnson 2015). Dans les zones rurales, les femmes jouent un rôle actif dans les coopératives agricoles de subsistance (León 1980 ; Angulo 2011 ; Guétat-Bernard, Saussey 2014) et dans l'agroécologie (Prévost 2015 ; Hillenkamp, Nobre 2018). Cela n'est pas surprenant puisque ces activités sont liées

à la reproduction élargie de la vie et reflètent la nature genrée du travail dans les sphères privée, publique, domestique, communautaire et de marché (chapitre 1).

Cette surreprésentation des femmes a souvent été perçue comme le signe de la surcharge et de la sous-évaluation du travail des femmes et comme un autre mécanisme de reproduction de la répartition inégale du travail. Cette perception est d'autant plus légitime que les emplois dans les secteurs à but non lucratif, qui se taillent la part du lion dans l'ES, sont souvent mal payés et effectués dans des conditions de travail médiocres (Saussey, Degavre 2015). En même temps, cette surreprésentation féminine a aussi été considérée par certain-es comme le signe de formes nouvelles et innovantes de création de richesse, plus inclusives et égalitaires. Dans la version actualisée de leur livre *Genre, développement et mondialisation*, Lourdes Benería, Günseli Berik et Maria Floro considèrent l'ES comme une voie prometteuse pour construire des alternatives pro-femmes au néolibéralisme (Benería *et al.* 2016, 242–243). Nos observations empiriques nous amènent à nous demander à quelles conditions l'ES peut offrir des voies transformatrices et durables pour le changement social féministe.

Dans ce chapitre, nous suggérons la nécessité de développer une double perspective d'analyse féministe de l'ES : une perspective à la fois critique et « possibiliste », en considérant à la fois la violence de la domination et la possibilité d'y résister, les effets des structures et l'existence d'interstices pour le changement (§ 1). Cette posture est nécessaire pour rendre compte de la complexité des processus de changement, des tensions et parfois des contradictions auxquelles sont confrontées les initiatives à l'étude, et pour leur rendre justice en évitant d'opposer sommairement les « bonnes » et les « mauvaises » pratiques. En outre, et comme le montre Jean-Louis Laville dans la postface de ce livre, développer une telle position nécessite d'élargir notre compréhension de l'économie au-delà du marché et de la sphère capitaliste, et du politique au-delà de la sphère de l'État et des pouvoirs publics. L'approche plurielle de l'économie, inspirée notamment par Karl Polanyi, revisitée dans une perspective féministe, offre un cadre de compréhension de l'économie, y compris de la question

centrale de la reproduction sociale, en considérant à la fois les mécanismes de domination et les possibilités de construire des espaces de résistance (§ 2). Sur cette base, les initiatives d'ES présentées dans ce livre, combinées à des exemples tirés d'autres sources, nous permettent d'affiner notre cadre analytique en identifiant quatre processus principaux—non exhaustifs ni mutuellement exclusifs—à travers lesquels de tels espaces peuvent être construits (§ 3). Enfin, une approche féministe élargie du politique, prêtant attention aux espaces publics de débat à différents niveaux et aux multiples intersections avec l'économie, nous permet de comprendre si et comment la reproduction sociale peut être politisée (§ 4). Ces deux approches de l'économie et de la politique sont indissociables pour comprendre les conditions du changement social et comme base pour l'approche féministe de l'ES qui fonde notre recherche collective.

Une épistémologie critique et possibiliste

Nous proposons une analyse critique de la nature des rapports sociaux dans lesquels s'inscrivent les pratiques d'ES et comment ils interagissent avec les rapports de pouvoir dominants. Notre analyse interroge si et de quelle manière les initiatives d'ES libèrent les femmes des espaces où elles sont confinées ou au contraire les y enferment; si et dans quelle mesure elles renforcent ou même génèrent des inégalités—non seulement de genre, mais aussi de classe, de caste, de race, de religion, d'ethnicité, de lieu ou de génération—. Elle interroge si et dans quelle mesure ces initiatives se substituent—à moindre coût—aux politiques publiques locales, nationales ou supranationales et si et comment elles servent de véhicules aux chaînes de valeur mondialisées, voire à certains mouvements religieux extrémistes (Selim 1988; Sen 2007). Cependant, se concentrer uniquement sur les rapports de pouvoir présente plusieurs écueils. La seule position critique porte en effet le risque de «désertier le champ des véritables luttes sociales» en ignorant la «capacité d'action culturelle des sujets» (Verschuur, Destremau 2012, 9). La position critique, lorsqu'elle ne parvient pas à identifier les germes de changement social présents dans les

initiatives existantes, conduit souvent aussi, paradoxalement, à un « fondamentalisme des alternatives », consistant à « rejeter les propositions nées du capitalisme qui ouvrent néanmoins la voie à une orientation non capitaliste et qui créent des enclaves de solidarité au sein du système » (Sousa Santos, Rodriguez 2013, 133 ; voir aussi : Dacheux, Goujon 2011, ch. 3).

C'est pourquoi une analyse critique doit être combinée avec une vision utopique qui explore le potentiel de l'ES à « surmonter les limites sociales et économiques imposées par la réalité » (Cattani 2006, 653). L'exploration des potentialités plutôt que des certitudes fait écho à l'épistémologie du « possibilisme » élaborée par Albert Hirschman (2013, chap. 1), et à son « parti pris pour l'espoir » (Hirschman 1971). De ce point de vue, les modalités et la portée des « connexions entre l'économie et le politique ne sont limitées que par la capacité des chercheur-es en sciences sociales à les détecter » (Hirschman 2013, 10). Alors que les théories dominantes du changement social se limitent généralement aux régularités sociales, l'appel de Hirschman à une « passion du possible » (ibid., 21) attire l'attention sur la part de changement inattendu et même improbable. L'exploration de toutes les formes d'interactions entre l'économie et le politique ouvre des espaces pour des alternatives qui n'avaient peut-être pas été imaginées auparavant.

Le paradigme de l'innovation sociale, qui a émergé dans les années 1980 face aux limites devenues évidentes de la conception étroite et déterministe du changement social dans les théories de la modernisation, contribue à la démarche possibiliste. L'approche développée notamment par le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) du Canada a attiré l'attention sur la capacité de changement des acteurs et actrices de la société civile et sur le potentiel de la solidarité et non de la seule croissance économique (Klein, Laville, Moulaert 2014). Une attention particulière a été prêtée aux logiques non marchandes, fondées sur les principes de réciprocité et d'autosuffisance (Moulaert, Nussbaumer 2014), bien que la question du rapport entre ethos solidaire et non solidaire dans l'innovation sociale ne doive pas être perdue de vue, tout comme celle de la capacité des initiatives locales d'enclencher une transformation des rapports sociaux

(Hillenkamp 2018). Ces questions ont été approfondies dans une littérature récente sur l'innovation sociale transformative qui étudie les relations complexes entre innovation et transformation sociales à différents niveaux, en lien avec les processus d'*empowerment* (Avelino *et al.* 2019) et avec les mouvements sociaux (Callorda, Degavre, Lévesque 2020).

De manière générale, le possibilisme consiste à substituer au scepticisme une «sociologie des absences» et une «sociologie des émergences» (de Sousa Santos 2016). La sociologie des absences vise à révéler ce qui a été produit comme «inexistant» par les catégories dominantes du savoir sous-tendues par une logique monoculturelle. Elle déconstruit cette logique, en montrant qu'elle ne reconnaît qu'une seule forme de temporalité (linéaire), qu'une seule forme de spatialité (la montée en échelle), qu'une seule forme de classification de sociale (la naturalisation des différences) et qu'une seule forme d'économie (jugée par sa productivité matérielle). La sociologie des émergences se concentre sur les possibilités et les capacités contenues dans d'autres formes de savoir et de trajectoires. Le possible «possède à la fois une dimension d'obscurité dans la mesure où il prend sa source dans le moment vécu et n'est jamais pleinement visible pour lui-même et une composante d'incertitude qui découle d'une double modalité: (1) le fait que les conditions qui font que la possibilité soit concrète ne sont que partiellement connues, et (2) le fait que les conditions n'existent que partiellement» (de Sousa Santos 2016, 183).

En définitive, une épistémologie critique et possibiliste implique de reconnaître et d'accepter une tension irréductible entre l'émancipation et la nature progressive, hésitante et parfois ambiguë du changement. Cette posture n'est pas simple, puisqu'elle consiste à combiner des traditions épistémologiques souvent considérées comme contradictoires. Ces traditions prêterent attention, d'une part, aux subjectivités, aux expériences de vie, aux marges de manœuvre, aux résistances et aux processus de changement aux niveaux individuel et collectif et, d'autre part, aux dynamiques et structures de pouvoir qui sont une source constante de différenciation, d'inégalités, d'exploitation et de domination.

Élargir notre approche de l'économie : la reproduction sociale dans une perspective d'économie plurielle et féministe

Nous avons vu dans le premier chapitre combien le concept de reproduction sociale nous permet d'élargir notre compréhension de l'économie capitaliste, en expliquant que cette dernière repose sur l'articulation avec l'économie domestique pour assurer sa prospérité. Des théoriciens latino-américains issus du marxisme hétérodoxe considèrent que l'économie solidaire pourrait, sous certaines conditions, constituer un mode de production non subordonné au capitalisme. La question centrale est dès lors celle des conditions de possibilité de cette non-subordination, à travers une articulation différente des rapports de production. L'approche substantive de l'économie de Karl Polanyi, revisitée par des travaux féministes (Benería 1998), offre des pistes importantes pour avancer dans cette réflexion.

En reconnaissant quatre principes économiques—le marché, la redistribution, la réciprocité et le *householding*¹—l'approche substantive de l'économie de Karl Polanyi ouvre une vision pluraliste des nombreuses façons de « pratiquer l'économie » (Polanyi, 1983, chapitre 4). Ces quatre principes, appelés par Polanyi « principes d'intégration économique », décrivent comment les institutions et les pratiques économiques sont intégrées dans les rapports sociaux. Chacun est soutenu par des modèles institutionnels spécifiques : le modèle de centralité dans le cas de la redistribution et de symétrie dans le cas de la réciprocité ; le marché est basé sur la rencontre d'un groupe d'offre et d'un groupe de demande ; et le *householding* obéit particulièrement à la logique de l'autosuffisance dans des groupes tels que les groupes domestiques ou autres. Ce quatrième principe, qui a disparu de plusieurs textes de Polanyi après *La Grande Transformation*, est essentiel

¹ NdIT : le terme de *householding* est laissé en anglais, il recouvre les activités de production pour son propre usage. *Household* en anglais se traduit par un ménage, un foyer, une unité domestique. La traduction de *householding* par « administration domestique » dans la version en français de la *Grande Transformation* (Paris : Gallimard, 1983) introduit la notion d'administration qui est absente dans les écrits de Polanyi.

pour comprendre comment l'organisation de l'économie intègre la reproduction sociale (Hillenkamp 2013b).

Pour analyser la pluralité de l'économie de manière nuancée, il faut considérer que les principes ne s'incarnent pas dans les institutions de manière pure. Les principes sont des idéaux-types ou des modèles abstraits. Les institutions sont des ensembles concrets de normes historiquement et socialement installées qui guident les pratiques. Les institutions sont imprégnées de divers principes, ce qui crée des tensions et même des contradictions en leur sein. Les ménages, par exemple, n'obéissent pas seulement au *householding* comme principe d'intégration économique mais sont soumis dans une certaine mesure aux logiques du marché, à des formes de redistribution, notamment par le biais de politiques sociales, et dans certains cas à des obligations de réciprocité, notamment dans les communautés ou dans les réseaux d'entraide.

L'ES représente la possibilité de démocratiser les rapports sociaux qui sous-tendent les principes d'intégration économique. Au-delà de l'interprétation courante des principes de Polanyi comme de simples formes d'échange, nous les considérons, ainsi que le dit Servet (2015), comme des formes idéales-typiques d'*interdépendance*, dont certaines modalités correspondent à des rapports de solidarité, c'est-à-dire à des interdépendances volontairement consenties de type égalitaire. Dans cette approche théorique, aucun des quatre principes n'est par nature solidaire, mais chacun d'entre eux comporte des modalités de solidarité et de démocratie. La construction de l'économie solidaire représente la recherche d'une organisation plus démocratique et basée sur la solidarité de la reproduction de la vie, qui a lieu tant dans la sphère des familles et des communautés, dans les organisations orientées vers la production et le marché, que dans la sphère des politiques sociales et des rapports avec l'État (Hillenkamp 2019).

Cette approche s'inspire de manière substantielle des études féministes critiques qui ont déconstruit les catégories dominantes du savoir économique en dénonçant leur caractère genré, hiérarchique et normatif, ainsi que les angles morts et les inégalités qui en découlent. Bien qu'il existe diverses écoles de pensée

de l'économie féministe (et des différences), plusieurs éléments peuvent être retenus pour notre propos.

Comme mentionné dans le chapitre 1, les chercheuses féministes ont montré que le travail domestique, non rémunéré et non marchand, dont la valeur et l'utilité sociale sont invisibilisées, est bien un travail (Delphy 1970; Benería 1982, 1992; Combes, Devreux 1992; Esquivel 2012). Elles ont expliqué comment la séparation entre production et reproduction sociale a été introduite avec le mode de production capitaliste. Ces travaux ont également souligné comment le maintien des rapports sociaux de production de type domestique nourrit en fait le processus d'accumulation capitaliste (Meillassoux 1975, 1984; Verschuur 1986; Federici 2002; Pérez Orozco, 2014). En outre, les anthropologues féministes ont déconstruit le concept de «réciprocité», en montrant son rôle dans la construction et la hiérarchisation des masculinités et des féminités, ainsi que d'autres formes de différenciation sociale (Strathern 1988; Weiner 1976, 1980). Les chercheuses féministes post- et décoloniales ont déconstruit la catégorie de «femme», montrant comment le genre est traversé par d'autres catégories d'exclusion comme la classe, la race, l'ethnicité, la caste, la religion, l'âge, l'orientation sexuelle et d'autres appartenances (Viveros 2015, 2019; Lucas dos Santos 2016). Elles ont déconstruit l'idée d'émancipation, en dénonçant les définitions étroites, arbitraires et normatives de l'autonomie et du travail salarié de certains courants féministes occidentaux (Mohanty 1984; 2003; Spivak 2003; Verschuur, Destremau 2012). Les études de développement féministes ont également dénoncé le «triple rôle» des femmes subalternes, qui combinent travail (re)productif au sein de leur famille et de leur communauté et gestion des communs (Anderson 1992; Kabeer 1994). Elles ont montré les ambiguïtés et, dans de nombreux cas, les limites des politiques dites de développement visant à soutenir ces collectifs de femmes en les insérant dans le marché, sans tenir compte de leur impact sur les pratiques économiques non marchandes (Cornwall, Harrison, Whitehead 2007). Au nom de l'émancipation, ces politiques se sont souvent traduites par l'exploitation,

la dépossession et une nouvelle forme de cooptation de main-d'œuvre non rémunérée (Molyneux 2007).

En d'autres termes, les études féministes ont élargi le spectre de l'oppression et de *l'empowerment* à une série de principes économiques et ont contribué à revisiter l'interprétation de l'économie plurielle. Une contribution décisive de ces études est de montrer qu'il serait erroné d'idéaliser l'encastrement des principes de réciprocité, de redistribution et de *householding* dans les rapports sociaux, puisque ces derniers peuvent également fonctionner dans des conditions d'oppression. Il serait également erroné de vilipender le désencastrement de l'économie marchande, car le marché peut également être un vecteur d'émancipation (Fraser 2013). Les concepts de « marché », « État », « communauté » et « foyer » (en anglais *household*) sont souvent fétichisés, entendus de manière abstraite comme des institutions normatives dont on généralise et caricature le caractère présumé (considérées comme aliénante ou émancipatrice, selon les écoles de pensée), interdisant toute recherche empirique. Pourtant, aucun d'entre eux ne fonctionne jamais de manière isolée. Chaque institution est imprégnée de configurations variables des quatre principes économiques. C'est précisément le degré selon lequel les institutions et les principes toujours mélangés qui les sous-tendent sont soumis aux principes de démocratie et d'égalité qui définit la dimension plus ou moins oppressive ou libératrice des activités économiques.

L'économie solidaire comme réorganisation de la reproduction sociale : les pistes ouvertes par les études de cas

Sur la base de cette approche large de l'économie, nous identifions dans les études de cas présentées dans cet ouvrage et dans quelques autres exemples de la littérature différentes modalités par lesquelles les initiatives d'ES remodelent concrètement les rapports de reproduction sociale d'une manière plus égalitaire et durable. Ces enseignements contribuent au cadre analytique de cet ouvrage.

Une condition préalable : dépasser la séparation entre « reproduction » et « production »

Dépasser la séparation entre « reproduction » et « production » et transformer l'articulation entre l'économie domestique et l'économie capitaliste est une condition préalable à la réorganisation de la reproduction sociale dans les initiatives solidaires. Comme nous l'avons vu au chapitre 1, c'est précisément en maintenant cette articulation que le système mondial se reproduit, en se basant en grande partie sur l'exploitation du travail des femmes subalternes. Faisant écho à d'autres initiatives de travailleuses dans diverses régions du monde (Kabeer 2008 ; Kabeer, Sudarshan et Milward 2013), une recherche sur des formes spécifiques de syndicalisme féminin au Tamil Nadu (Kalpana 2021) montre que l'amélioration des moyens de subsistance des femmes passe nécessairement par une approche de l'économie qui ne se limite pas à la production monétaire mais qui englobe les différentes facettes de la reproduction sociale. Le but ultime de ces syndicats était d'améliorer les conditions de travail des travailleuses dans l'économie informelle. Pourtant, les dirigeantes syndicales ont vite compris que cette amélioration exigeait avant tout de s'attaquer à des problèmes tels que les nids de poule sur les routes, les égouts à ciel ouvert, la non-séparation de l'eau potable et des eaux usées, les déchets sur les voies publiques qui s'accumulent de jour en jour et l'éclairage public qui ne fonctionne pas, qui sont laissés de côté par une approche étroite de l'économie limitée au secteur produisant une valeur monétaire directe.

À l'inverse, le cas des associations de productrices boliviennes confirme qu'un biais productiviste limite fortement leur potentiel d'action (chapitre 4). Cette étude de cas montre le poids des institutions locales qui perpétuent la perception de la reproduction sociale comme une question privée, censée être prise en charge par le travail des femmes au niveau du foyer, distincte de ce qui est considéré comme « production réelle » ou « économie réelle ». Cette étude de cas montre qu'alors que les associations de producteurs mixtes (hommes et femmes) dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage valorisent la production par la spécialisation, l'amélioration de la qualité, la centralisation des produits

et les ventes collectives, elles ne s'intéressent pas aux questions du travail au sein du foyer et de la reproduction sociale. En revanche, les associations composées exclusivement de femmes, dans les secteurs de la boulangerie, des serres agricoles et de l'artisanat, aident les femmes à rompre l'isolement et génèrent un espace de convivialité, de solidarité étroite et de soutien moral. Pourtant, elles ne questionnent pas automatiquement la privatisation des questions liées à la reproduction sociale, ni ne génèrent des formes communes de gestion de celle-ci. Les contraintes de temps et de distance, mais aussi le fait de ne pas se considérer soi-même comme travailleuse et sujet de droits constituent d'importantes limites.

Communaliser la reproduction sociale

L'expansion contemporaine du capitalisme est toujours basée sur la séparation des producteurs de leurs moyens de (re)production. L'économie mondiale repose sur une restructuration majeure de la reproduction sociale, avec une dépossession continue, des offensives contre l'agriculture de subsistance et une migration massive des travailleurs et travailleuses. Partant de cette analyse, la philosophe Silvia Federici propose une politique des communs et du *commoning* comme fondement de nouvelles formes de reproduction sociale (Federici 2002, 2011). Loin de toute approche essentialiste, en particulier d'une conception positiviste des biens communs fondée sur leurs qualités intrinsèques présumées (voir aussi : Dardot, Laval 2014), elle défend une approche politique, orientée vers le processus de construction des communs à partir de l'émergence de sujets politiques et de communautés entendues comme des collectifs caractérisés par « une qualité de rapports, un principe de coopération et de responsabilité les uns envers les autres et envers la terre, les forêts, les mers, les animaux » (Federici 2011, 7).

La communalisation représente une première modalité de réorganisation des rapports de reproduction sociale d'une manière plus équitable et durable qui peut être observée dans ce livre à travers les exemples des centres communautaires de *care* aux enfants dans les quartiers urbains marginalisés de Buenos

Aires (chapitre 6) et de l'association des femmes vendeuses de poisson à Udupi (chapitre 7). À Udupi (Etat de Karnataka, Inde), les femmes vendeuses de poisson ont créé une association afin de se protéger de la concurrence des supermarchés. En même temps, l'association a collectivisé certains aspects de la reproduction sociale, à travers du microcrédit interne, des mutuelles de santé et du soutien mutuel pour garder les enfants. À Buenos Aires, le *care* aux enfants (garde, éducation, loisirs, nutrition) est assuré collectivement dans des centres communautaires. Cela permet de partager le travail de reproduction sociale et de le revaloriser, à la fois matériellement et symboliquement. La collectivisation permet d'une manière structurelle de « défamilialiser et de dé-commodifier » le *care* aux enfants (chapitre 6).

La préparation de repas dans des cuisines collectives est un autre exemple de communalisation. Des exemples d'Amérique du Sud et d'Afrique de l'Ouest dans la littérature montrent comment ces expériences ont contribué à la sécurité alimentaire et à soulager les femmes d'une partie de leur travail domestique (Angulo 2011 ; Ndoye 2014 ; Anderson 2015). La préparation des repas prend souvent beaucoup de temps pour différentes raisons, comme le peu ou pas d'équipement domestique, ou des traditions culinaires qui exigent de longs temps de préparation et de cuisson. La cuisine collective permet aux femmes d'économiser du temps et de l'argent et est parfois associée à un effort de construction de circuits courts afin d'atteindre la souveraineté alimentaire au niveau local, comme c'est le cas au Sénégal (Ndoye 2014).

S'engager pour la reproduction durable de la vie

Lorsque les moyens de subsistance des femmes dépendent de la reproduction élargie de la vie humaine et non humaine, la réorganisation de la reproduction sociale les oblige à s'engager dans la *préservation de la reproduction de la vie, y compris des ressources naturelles nécessaires*. La critique féministe (Carrasco, Tello 2012 ; Pérez-Orozco 2014) rencontre ici la critique écologique du mode de production capitaliste : le capitalisme ne peut pas fonctionner sans le travail de reproduction sociale, qu'il dévalorise pourtant au risque de le détruire ; il ne peut pas non plus

fonctionner sans l'extraction de ressources « naturelles » (énergie et matières premières) et la production de déchets, dont il n'entend ni payer le prix ni respecter les limites (Herrero 2016). En ce sens, l'analyse du conflit travail/capital doit être étendue à celle du conflit plus large vie/capital (Osório-Cabrera 2016).

Cette deuxième modalité de réorganisation de la reproduction sociale est illustrée dans ce livre par les études de cas de Changanalpet (Tamil Nadu, Inde, chapitre 3) et du Vale do Ribeira (Brésil, chapitre 8), où l'insoutenabilité de la reproduction de la vie a été le point de départ d'initiatives d'ES menées par des femmes. Dans les deux cas, l'objectif premier des femmes était de défendre leurs moyens de subsistance, mais elles ont rapidement compris que cela signifiait avant tout lutter contre l'extractivisme massif (sable, forêt) par le capital privé, souvent avec la complicité de l'État. Dans le Vale do Ribeira, la défense des moyens de subsistance a également signifié la nécessité pour les agricultrices et leurs communautés de s'opposer aux mesures d'expulsion des populations locales des zones protégées établies par l'État, en démontrant leur contribution à la gestion durable des écosystèmes forestiers.

Modes alternatifs d'appropriation du travail

Troisièmement, la réorganisation de la reproduction sociale implique *des modes alternatifs d'appropriation du travail, qui à leur tour nécessitent une revalorisation du travail des femmes* (voir chapitre 1). Rejeter l'exploitation du travail des femmes dans l'économie domestique et/ou sa sous-rémunération dans le mode de production capitaliste implique une vision plus large et plus riche de la valeur économique, y compris des *valeurs d'usage*, comme l'ont montré les chercheuses féministes. Comment valoriser la production alimentaire dans les jardins potagers familiaux, la vente de poisson frais, les soins aux enfants (*care*) ou le travail domestique? Dans le Vale do Ribeira (Brésil), l'ONG féministe SOF qui accompagne les paysannes engagées dans l'agroécologie a mis en place un système de comptabilisation visant à quantifier et ainsi à valoriser la production des femmes. Ce système, qui avait été proposé par le groupe de femmes du

réseau national brésilien d'agroécologie, inclut non seulement la production vendue mais aussi ce qui est autoconsommé, donné et troqué, qui jusqu'alors était invisible car non monétarisé ni commercialisé. Il s'est avéré que «la consommation familiale représentait 51 % du nombre total de relevés dans les carnets et 28 % de la production totale lorsqu'on lui attribue une valeur monétaire» (chapitre 8). Le calcul de l'équivalent monétaire de la production des femmes a largement contribué à la faire sortir de l'invisibilité du travail domestique. Combiné à la construction par l'ONG de nouvelles opportunités de vente, notamment à travers un réseau de consommateurs et consommatrices responsables à São Paulo, cela a permis de changer la manière dont les agricultrices valorisent et considèrent leur travail.

Le cas des femmes vendeuses de poisson à Udipi (Inde) peut servir de contre-exemple (chapitre 7). En créant une association pour se protéger de la concurrence du capital privé, les femmes ont réussi à conserver le monopole de la vente du poisson frais, ce qui est un résultat remarquable. Cependant, comme elles perçoivent leur activité de vente de poisson comme une extension de leurs tâches domestiques et non comme une activité productive en soi, les femmes ne parviennent pas à obtenir une juste reconnaissance monétaire de la valeur de leur travail, elles sont toujours sous-payées et confinées à une activité de subsistance. En conséquence, à quelques exceptions près, elles restent exclues d'un large éventail de services et de mesures qui leur permettraient de développer leur commerce à une plus grande échelle.

Comme nous l'avons déjà mentionné, la valorisation du travail par sa quantification est une revendication du féminisme de longue date, depuis les analyses critiques pionnières de la comptabilité nationale qui ignoraient le travail non rémunéré et domestique jusqu'aux formes plus récentes de quantification des usages du temps des femmes par des enquêtes d'emploi du temps. Ce que les initiatives d'ES ajoutent, c'est une *visibilité et une valeur dans leur vie quotidienne pour les femmes elles-mêmes*. La réévaluation de la reproduction sociale ne signifie pas seulement quantification. *Elle peut également prendre des formes symboliques*, ce qui a été observé dans diverses études de cas.

Dans les syndicats de femmes du Tamil Nadu, où toutes les activités sont des travaux manuels, historiquement dénigrés dans une société de castes, le premier défi que les syndicats ont dû relever a été de faire en sorte que la femme s'identifie comme travailleuse et qu'elle reconnaisse que c'est une identité positive qui lui donne une indépendance. En défendant les salaires des femmes, en développant les compétences des travailleuses, en renforçant leur confiance en soi pour qu'elles puissent mieux négocier sur le marché du travail et en les persuadant d'adopter des identités dérivées du travail (manuel), ces organisations ont fortement résisté à la dévaluation du travail productif des femmes. Elles ont forcé tous les acteurs sociaux—les employeurs et employeuses de classe moyenne de travailleuses domestiques, les ingénieurs et entrepreneurs de chantier et les travailleurs et travailleuses elles-mêmes—à réévaluer le travail des femmes ou, du moins, à ne pas considérer comme acquise la contribution des femmes à la production économique (Kalpana 2021). Dans les centres communautaires de *care* de Buenos Aires, une grande partie des efforts du collectif consiste précisément à mieux valoriser le travail de *care* et à encourager les femmes à percevoir ce travail comme un « vrai travail ». Pour cela, il faut « revoir la perspective hégémonique qui définit la nutrition, le soutien affectif et l'éducation comme une aide » au lieu d'un travail (chapitre 6).

En d'autres termes, en plus de quantifier l'équivalent monétaire des activités de reproduction, il est nécessaire de souligner leur valeur sociale et symbolique. La reproduction de la vie n'est plus considérée comme une contrainte mais comme une fin en soi. Au-delà des études de cas du livre, la valorisation de la reproduction comme une fin en soi fait écho à diverses initiatives de « féminisme local » observées dans différentes parties du monde. Dans ces initiatives, l'objectif n'est pas d'accumuler, mais de mener des activités qui « reproduisent, au niveau de la société, des liens sociaux, des moyens de subsistance matériels et, plus généralement, un espace de vie commun » (Degavre 2011, 82). Le groupe de recherche-action *Community Economies*, initié par

Katherine Gibson et Julie Graham², poursuit un objectif similaire. Ce réseau de chercheur-es partage un point de vue commun selon lequel les économies disposent de ressources inexploitées et de formes de travail trop souvent cachées, disqualifiées ou rejetées par la pensée dominante, mono-culturelle et centrée sur le capital. Faisant écho à l'« herméneutique des émergences » (de Sousa Santos 2016), le réseau *Community Economies* préconise d'en finir avec les critères standards habituellement utilisés pour cartographier les « besoins » locaux, y compris les outils participatifs. En se concentrant sur les « lacunes » et les « échecs » (pauvreté, chômage, faible capital humain, faible productivité, etc.), ils contribuent à maintenir la perception de l'inexistence des ressources locales et de leur valeur. Une contre-approche consiste à identifier l'ensemble des atouts et des rapports sociaux qui composent les économies locales, ce qui révèle à son tour la pluralité des logiques économiques valables et l'enchevêtrement des formes d'interdépendances au sens de Polanyi. Dans un deuxième temps, ce réseau propose d'identifier les moyens de valoriser les ressources et les rapports sociaux qui contribuent au bien-être individuel et collectif, qui redistribuent les surplus matériels, sociaux et culturels et qui construisent et entretiennent les communs (Gibson-Graham 2005 ; voir aussi Federici 2010). Enfin, des modes alternatifs d'appropriation du travail peuvent être réalisés par la *négociation collective avec les employeurs*, qui comporte des dimensions à la fois quantitatives et symboliques, comme l'illustrent l'exemple de la syndicalisation des travailleuses domestiques au Kerala (chapitre 5), ou celui des travailleuses informelles non qualifiées du secteur domestique et de la construction au Tamil Nadu (Kalpana 2021). Au sein de SEWA Kerala, le travail domestique au domicile de particuliers continue à être effectué individuellement, mais le syndicat offre une plate-forme commune proposant à la fois des formations professionnelles, des services de placement et des espaces dans lesquels les femmes peuvent « apprendre, comprendre et partager des questions et des idées socio-économiques et politiques ». Ces

² Voir <http://communityeconomies.org/>

plates-formes peuvent être considérées comme des espaces « féministes » dans la mesure où elles permettent aux femmes d'exercer un rôle qui n'est pas strictement reproductif ou familial [...] et où les intérêts partagés des femmes peuvent déboucher sur une « communauté volontaire ». De même, dans les syndicats dirigés par des femmes au Tamil Nadu, l'objectif était que la travailleuse dépasse sa relation individuelle avec son employeur et saisisse les principes de la négociation collective (Kalpana 2021).

Construire une économie plurielle, orientée vers la démocratie et l'égalité

Un quatrième type de processus concerne le potentiel des initiatives d'ES pour réorganiser la reproduction sociale de manière plus juste et plus durable sur la base d'*espaces d'économie plurielle où les quatre principes de réciprocité, de redistribution, de householding et de marché sont présents et soumis aux principes de démocratie et d'égalité*. Organiser la reproduction sociale à travers des rapports sociaux de type non domestique ni capitalistes peut être facilité par le *subventionnement par l'État des coûts de la reproduction sociale*, au moins partiellement. Dans les centres communautaires de garde d'enfants de Buenos Aires, la rémunération du travail de *care* est basée sur un mélange de prix du marché, de travail non rémunéré et de subventions de l'État, bien que ces dernières soient encore très insuffisantes (chapitre 6). Au Tamil Nadu, Kalpana signale qu'en forçant l'État à subventionner les coûts de reproduction de leurs familles (bourses d'études, soins de santé, sécurité sociale—pensions de vieillesse et d'invalidité—, mariages et funérailles), les syndicats dirigés par des femmes ont remis en question les présupposés patriarcaux dans les sphères publique et privée et ont mis en évidence l'interdépendance des sphères productive et reproductrice (Kalpana 2021). Au Brésil, le réseau des agricultrices s'est développé grâce à la politique d'assistance technique du gouvernement fédéral mise en œuvre par l'ONG féministe SOF, ainsi qu'aux achats publics des produits de l'agriculture familiale. Des subventions plus modestes au niveau municipal, comme la mise à disposition d'un camion pour les livraisons, ont également permis

de répondre à des besoins spécifiques. Dans le même temps, un soutien important de la société civile s'est développé, par exemple à travers le réseau des groupes de consommation responsable de São Paulo. Le refinancement de l'ONG de soutien – SOF – par des donateurs non étatiques a permis de surmonter l'arrêt des politiques de soutien à l'agriculture familiale et à l'agroécologie sous le gouvernement de Michel Temer puis sous celui, ultralibéral, de Jair Bolsonaro. Les rapports d'échange réciproque se combinent avec la redistribution de divers types de ressources. Plus largement, toutes les initiatives décrites dans ce livre consacrent une partie de leur temps et de leur énergie à soutenir les femmes dans leur quête pour accéder aux différentes formes de redistribution gouvernementale qui couvrent une partie de leurs coûts de reproduction sociale. En même temps, les relations de marché se poursuivent. Qu'elles soient travailleuses domestiques, travailleuses manuelles, productrices agricoles ou artisanales, vendeuses de poisson ou travailleuses en garderies, les femmes vendent leur travail et leurs produits sur certains marchés. Pour les vendeuses de poisson à Udipi, vendre leur poisson sur un marché est une source d'autonomie et de libération des formes traditionnelles d'interdépendance de castes qui les obligeaient à échanger leur poisson contre d'autres services (chapitre 7). Pour les travailleuses dans les garderies de Buenos Aires, recouvrir des frais pour la garde des enfants est aussi une façon d'en faire un « vrai travail » (chapitre 6). Mais ces relations de marché s'articulent avec d'autres formes d'interdépendance qui permettent aux femmes d'obtenir un meilleur prix (soit par la négociation collective, soit par des subventionnements) et de bénéficier de diverses formes de protection, que ce soit de la part de l'État ou de leurs propres collectifs à travers des rapports de réciprocité. Comme mentionné au chapitre 1, la solidarité est définie dans cet ouvrage comme des relations d'interdépendance volontaires, inclusives et égalitaires. Si la reproduction sociale doit être politisée, c'est précisément la subordination des principes d'interdépendance à ceux de la démocratie et de l'égalité qui peut ouvrir la voie.

En résumé, nos études de cas, analysées dans la perspective de l'économie plurielle et de la littérature féministe, révèlent quatre

types de processus par lesquels les initiatives d'ES peuvent offrir des espaces de résistance aux économies domestiques et capitalistes et à la subordination des femmes—à partir de la condition préalable du rejet de la séparation entre production et reproduction sociale. Premièrement, créer des espaces de résistance par la communalisation du travail de reproduction sociale. Deuxièmement, étendre l'action et la réflexion sur la reproduction sociale à la reproduction de la vie, tant humaine que non humaine, et des écosystèmes plus larges, indispensable à la durabilité des espaces et des processus créés. Troisièmement, valoriser, à la fois financièrement et symboliquement, les différentes dimensions de la reproduction sociale. Enfin, nous soutenons que si les initiatives réussissent à construire des rapports sociaux qui ne sont ni de type domestique ni capitalistes, c'est parce qu'elles articulent les principes de réciprocité, de redistribution, de *householding* et de marché en les soumettant aux principes de démocratie et d'égalité et en mettant en question la subordination fondée sur le genre et d'autres formes de pouvoir inégal. Ces différents types de processus ne sont, bien entendu, ni exhaustifs ni mutuellement exclusifs. Ils sont également étroitement liés à la construction d'une conscience et subjectivité politique, d'une volonté et de capacités de construire des changements sociaux féministes et basés sur la solidarité.

Politisation de la reproduction sociale : l'action publique, des espaces autonomes aux espaces institués

La pensée politique, tout comme l'économie, a été victime de catégories normatives et de biais de genre, fondés sur la restriction des concepts de « public » et de « privé » qui masquent la complexité des pratiques quotidiennes et des formes d'engagement, en particulier celles des femmes subalternes. Selon le paradigme dominant, le débat public et l'action politique ne sont possibles qu'en séparant les intérêts dits « privés », que ce soit dans la sphère domestique ou du marché (Waller, Jennings 1991), des intérêts « publics ». Les historiennes, chercheuses en sciences sociales et militantes féministes ont contesté ces dichotomies et signalé

diverses autres formes d'engagement politique, en montrant que ce sont aussi souvent les responsabilités domestiques des femmes qui les amènent à s'engager dans des mobilisations politiques (voir par exemple Tilly, 1978), contre le déni de leurs droits sexuels et reproductifs ou encore les menaces et les violations au niveau domestique. Cela a conduit à l'affirmation féministe, lancée au début des années 1960 qui défend que « le personnel est politique ». Les théories du *care* ont ensuite énoncé que le *care* – y compris le *care* émotionnel – est à la fois universel (nous avons tous et toutes, qui que nous soyons, besoin de soin émotionnel, de reconnaissance, d'affection et d'amour) et politique.

Dans cette conception plus large, où le politique n'est plus un domaine autonome mais inséparable de la sphère privée et englobe des pratiques multiples, la nature hautement politique des initiatives d'ES devient évidente, notamment celles menées par des femmes. Dans la suite de recherches précédentes, ce qui est observé dans les différentes études de cas peut être qualifié de « réinvention culturelle du politique » : ces initiatives ne visent pas à renverser le système patriarcal ni le système capitaliste mais se présentent comme « des lieux où les sujets (femmes et hommes) construisent de l'intérieur, sur ce territoire-là, des solutions et l'ébauche de nouveaux rapports entre hommes et femmes, *sans plus attendre* » (Verschuur 2005, 52).

La politisation s'opère à de multiples niveaux : de la création d'espaces micro et locaux de délibération indispensables à l'identification des aspirations et des priorités et la construction de modes spécifiques d'action à l'interpellation d'instances de décision municipales, régionales, nationales et internationales³. Loin d'être distinctement hiérarchisés, ces niveaux interagissent les uns avec les autres. Le global n'est pas façonné seulement par le local, mais ne peut se faire sans le local. La politisation prend également de nombreuses formes, allant des négociations et de dialogues publics à des formes plus radicales de protestation.

³ Cela fait écho à nos travaux antérieurs sur des collectifs de femmes. Voir par exemple Hainard, Verschuur (2001, 2005), Guérin (2003), Guérin, Hersent and Fraisse (2011), Verschuur, Guérin et Hillenkamp (2015).

Espaces de délibération locaux et mondes vécus

A un niveau très local, l'étude de Vale do Ribeira (chapitre 8) et celle auprès des syndicats dirigés par des femmes dans le Tamil Nadu (Kalpana 2021) soulignent l'ancrage des initiatives féminines dans le « monde vécu » des femmes. Le concept de « monde vécu » (Habermas, 1987) s'applique certainement à d'autres études de cas. Quels que soient les contextes, les mondes vécus des femmes sont caractérisés par le poids des tâches de reproduction sociale, par la violence, au sein de leur foyer, de leur quartier et parfois de la part des personnes qui les emploient. En fonction des normes locales de genre, les mondes vécus des femmes se caractérisent par un contrôle plus ou moins prononcé sur leur corps et leur sexualité. Les mondes vécus des femmes sont également marqués par des relations matérielles et émotionnelles spécifiques avec les arbres, les plantes, les insectes et les animaux (Vale do Ribeira, chapitre 8) et avec la terre et l'eau (Changalpet, chapitre 3). Les mondes vécus des femmes peuvent être marqués par l'anxiété, mais aussi par la colère, qui peut susciter et nourrir la volonté de lutter (chapitre 3). Ils peuvent également être marqués par la gratitude envers des dirigeant-es engagé-es et l'empathie envers des personnes partageant leur malheur, ce qui s'avère déterminant pour façonner la mobilisation et la solidarité (chapitre 6, Buenos Aires, chapitre 7, Udupi, chapitre 5, Kerala, chapitre 8, Brésil, ou Kalpana 2021). Quel que soit le contexte, la participation à des espaces de discussion locaux et autonomes dans lesquels les femmes partagent des mondes vécus similaires leur permet de s'exprimer, de partager leurs expériences et parfois de prendre des décisions collectives, adaptées aux aspirations et aux contraintes locales. C'est à travers ces espaces locaux que les différenciations internes peuvent être, non pas écartées, mais du moins amoindries et éventuellement discutées et débattues. C'est aussi à travers ces espaces locaux que peuvent se produire la transformation des valeurs et du sens du travail et de la reproduction sociale et, plus encore, leur diffusion et transformation en action publique.

Dans les réunions mensuelles *vanithavedi* de SEWA-Kerala, les femmes « débattent, discutent et résolvent des problèmes

allant du conflit familial au comportement de l'employeuse et de l'exploitation sexuelle des enfants à la violence contre les femmes» (chapitre 5). Au Tamil Nadu, dans les syndicats dirigés par des femmes, lors des réunions de quartier, les personnes parlent de leurs problèmes, qu'il s'agisse de violence ou d'assainissement. Ensuite, les dirigeantes syndicales explorent comment ces problèmes peuvent être traités et trouvent des stratégies pour les résoudre. Et c'est par les processus de délibération collective que se forme l'identité des femmes en tant que travailleuses méritant la dignité, le respect et la reconnaissance sociale (Kalpana 2021). De même, les associations composées exclusivement de femmes à Batallas, en Bolivie, offrent des espaces où les femmes peuvent construire «une identité collective [...], en inversant l'imaginaire des histoires individuelles sans lien les unes avec les autres». Ces associations constituent à la fois des espaces de production et de génération de revenus et des espaces de sociabilité qui «leur permettent d'exprimer, parfois pour la première fois, des problèmes tels que la violence domestique et la peur d'être abandonnées par leur mari et de ne pas pouvoir nourrir leur famille» (chapitre 4). Dans les centres communautaires de garde d'enfants de Buenos Aires, la question du travail de *care* lui-même «fait partie d'un exercice permanent de délibération. Elles ne font pas ce travail parce qu'elles sont obligées; elles le font en tant que décision planifiée en groupe». Et là aussi, c'est à travers ces processus délibératifs que se produisent des transformations dans l'auto-évaluation de la valeur de leur travail, lorsque les femmes «ont changé la façon dont elles se considèrent elles-mêmes, passant de 'mères attentives' à 'éducatrices ou travailleuses communautaires'» (chapitre 6). À Changalpet, ce sont les femmes elles-mêmes qui ont demandé à l'ONG de s'occuper de la question de l'épuisement des terres et de l'eau. Cette prise de conscience était déjà là. C'est néanmoins grâce à un dialogue permanent avec l'ONG que des stratégies ont été élaborées. Outre les réunions spécifiques consacrées aux débats, les cours du soir, les sessions de formation et les discussions informelles ont été cruciales dans ces processus de délibération locaux (chapitre 3). À Udupi, l'association des femmes vendeuses de poisson se réunit

tous les mois et ces réunions aboutissent à divers résultats. L'un concerne la gestion des tensions et des conflits, non seulement vis-à-vis des hommes mais aussi entre les femmes elles-mêmes, car les vendeuses de poisson ont des profils très divers, que ce soit en termes de caste ou de classe. Un autre résultat est de renforcer « la prise de conscience politique des femmes face aux menaces que font peser sur elles les autres acteurs » (chapitre 7). Au Brésil aussi, la construction d'un réseau de groupes locaux de femmes agricultrices a signifié simultanément apprendre par le débat et la délibération à gérer les différences et les difficultés quotidiennes et débattre de la valeur de leur travail de *care* des autres et de l'environnement, facilité grâce au contact étroit avec les ONG et les réseaux féministes (chapitre 8).

Instituer des espaces pour l'action publique et politique

Le fait même que les femmes partagent et débattent collectivement de questions et de défis qu'elles considéraient jusqu'alors comme une affaire privée est une première forme décisive de politisation (voir aussi Narayan 1997). Ces espaces locaux autonomes peuvent ensuite, sous certaines conditions, être reliés à des espaces institutionnalisés de débat et de négociation à un niveau plus large, permettant aux femmes de s'engager dans l'action publique et politique. Les syndicats de travailleuses dirigés par des femmes au Tamil Nadu et au Kerala, souvent en coordination avec d'autres syndicats, participent à des efforts continus de lobbying pour obtenir et institutionnaliser diverses formes de protection sociale (Kalpana 2021). Au Tamil Nadu, les syndicats dirigés par des femmes ont contribué activement à l'adoption de la loi sur les travailleuses manuelles (1982) et à la création du Conseil de protection des travailleuses de la construction (1994). Au Kerala, les femmes ont obtenu en 2011 la création d'un régime de protection sociale des travailleuses domestiques qui garantit une retraite, la sécurité sociale et un salaire minimum. L'action publique implique également la négociation avec les employeurs concernant les montants et les modalités de paiement des salaires et la résistance contre les expulsions des prêteurs de rue. À Udupi, l'association des femmes vendeuses de poisson a réussi

à obtenir un décret gouvernemental du commissaire de district pour suspendre les licences pour tout nouveau point de vente de poisson frais dans le district, ce qui leur permet de conserver le monopole en raison de la qualité de leur poisson frais (chapitre 7). Dans la Vale do Ribeira, un réseau d'agricultrices a négocié de manière très concrète, avec l'aide de l'ONG féministe SOF, la reconnaissance du travail agricole des femmes au niveau municipal : elles ont réclamé l'octroi d'une parcelle de terre communale pour permettre à un groupe de femmes sans terre de cultiver et la mise à disposition d'un camion pour transporter leurs produits (chapitre 8). Ces demandes ne remettent pas en cause de manière frontale les biais de genre des politiques municipales, mais elles les modifient en pratique. À Buenos Aires, les centres communautaires de gardes d'enfants sont subventionnés par l'État et font l'objet de négociations constantes pour que l'État soutienne davantage les femmes travaillant dans le *care* et qu'elles soient payées à un prix juste (chapitre 6). A Changelpet, un réseau de femmes ouvrières agricoles, avec l'aide de l'ONG GUIDE et en coordination avec de nombreuses autres associations et mouvements, a obtenu que l'extraction du sable soit désormais réglementée par l'État (chapitre 3).

La valorisation et la quantification du travail de reproduction sociale peuvent être un outil efficace de négociation politique. Pour convaincre l'État de l'ampleur de la dégradation de l'environnement, l'ONG GUIDE a obtenu le soutien d'experts pour quantifier précisément l'érosion des sols et l'assèchement de la nappe phréatique. Des exemples dans d'autres domaines de la reproduction sociale peuvent être donnés pour illustrer cette question. Au Sénégal, au début des années 2000, les femmes engagées dans les « restaurants de quartier » se battaient pour éviter l'expulsion dans un contexte qui décourage toute activité de vente dans la rue. Calculer leur contribution monétaire à l'économie locale a été une façon d'affirmer leur droit d'exister en tant qu'actrices économiques et politiques (Ndoye 2014). Mettre un prix sur les activités est également pertinent pour des tâches dégradantes mais essentielles comme la collecte des déchets. Dans la ville de Pune, en Inde, un syndicat de femmes ramasseuses de déchets a bâti sa

réputation sur la valorisation de ce type de travail, vis-à-vis des travailleuses elles-mêmes—membres de la classe sociale et de la caste la plus basse et pleinement convaincues de la «saleté» de leur statut—et des autorités publiques. En calculant l'équivalent monétaire de leur travail, le syndicat a montré combien la municipalité économisait sur le traitement des déchets (330 000 dollars par an, chaque travailleuse donnant l'équivalent de 5 dollars par mois en travail gratuit). D'autres ont calculé dans quelle mesure les ramasseuses de déchets contribuent à l'économie locale, par le financement indirect du processus de recyclage et les gains énergétiques par rapport aux méthodes de collecte mécanisées (Narayan, Chikarmane 2013).

Bien sûr, la politisation de la reproduction sociale est loin d'être un processus simple et linéaire. Dans les débats sur l'égalité de genre—comme dans les Objectifs de Développement Durable—la nécessité de reconnaître, de redistribuer, de réduire, de revaloriser le *care* ainsi que le droit au *care* sont présents. Cependant, la question de savoir comment politiser ces revendications reste absente et est trop souvent considérée comme une question technique et non politique. Par contraste, l'étude de cas des centres communautaires de *care* aux enfants de Buenos Aires met en évidence deux conditions essentielles pour qu'une telle politisation ait lieu : l'organisation collective du travail de *care* et la connexion avec le mouvement féministe argentin, qui conduisent ensemble les membres de ces centres à se reconnaître comme des travailleuses, productrices de valeur sociale et dignes de reconnaissance et de soutien publics (chapitre 6). Lorsque les femmes ne se reconnaissent pas comme travailleuses et titulaires de droits, cela représente une limite de taille, comme le rappelle l'étude de cas à Batallas, en Bolivie (chapitre 4). À Udipi, les vendeuses de poisson se reconnaissent désormais comme sujets de droits, mais non comme travailleuses, ce qui les empêche de revendiquer leurs droits à des prestations sociales (chapitre 7).

Les alliances stratégiques avec divers types d'organisations, d'institutions, de réseaux et de mouvements sociaux sont bien sûr essentielles pour soutenir les capacités des initiatives locales à promouvoir le changement institutionnel. Mais les choix et

les possibilités d'alliance ne sont jamais donnés à l'avance. Ils dépendent de configurations historiques et politiques spécifiques. En conséquence, leur compréhension doit nécessairement être historicisée et contextualisée. Il en va de même pour l'éventail des revendications possibles. Les mouvements féministes sont des alliés importants, comme le montrent les cas de l'Argentine et du Brésil, ou du Tamil Nadu et du Kerala. Cependant, le mouvement féministe est hétérogène et les formes hégémoniques du féminisme, même au niveau national, souvent bourgeoises, urbaines, ne sont pas toujours en phase avec les féminismes locaux et populaires ou les mouvements de femmes. Dans certaines configurations politiques, l'alliance avec des partis politiques, le plus souvent dominés par des hommes, est inévitable. Le Kerala, le Karnataka, le Tamil Nadu et la Bolivie en sont de bons exemples. Refuser de telles alliances limite nécessairement les avancées tout en préservant l'autonomie des femmes (chapitre 5, Kerala), ou confine les actions des femmes à des revendications de portée limitée (chapitre 7, Udupi).

Les alliances avec les hommes sont également très stratégiques. En examinant les différentes formes de collectifs dirigés par des femmes et la menace permanente de capture et de récupération par des entités extérieures dominées par les hommes, Maxine Molyneux est arrivée à la conclusion suivante : il est nécessaire de promouvoir et de garantir des espaces indépendants où les femmes peuvent définir leurs propres priorités et stratégies sans intrusions extérieures, et ce n'est qu'alors que des liens avec des luttes plus larges peuvent être envisagés (Molyneux 2007, 394). Cela a également été observé dans cet ouvrage, et ici aussi le lien avec les luttes plus larges prend des formes variées, qui dépendent à la fois de la nature des revendications et de l'intensité des normes patriarcales. Certaines initiatives bénéficient du soutien des hommes. Ce soutien peut être explicite, comme dans le cas des femmes vendeuses de poisson à Udupi bénéficiant de l'aide du parti politique dominant dans la sous-région (chapitre 7). Ce soutien peut également être implicite : les hommes ne participent pas ouvertement, tout en soutenant indirectement les revendications des femmes dans la mesure où ils ne les empêchent

pas d'agir, comme on l'a observé pour les femmes travailleuses agricoles luttant contre l'extraction illégale de sable à Changelpet (chapitre 3). Dans ces deux études de cas, cette alliance tactique est le seul moyen pour les femmes d'atteindre leur objectif. Mais cela implique à son tour qu'il n'y a pas—ou peu—de remise en cause des inégalités de genre, même si ces inégalités font partie du problème qu'elles tentent de résoudre. Les femmes en sont bien conscientes, mais il leur semble plus rationnel de résoudre une partie du problème que de ne rien résoudre du tout. Les rapports avec les hommes peuvent également prendre la forme d'un dialogue et d'une discussion au sein d'espaces de négociation avec les autorités et les institutions, comme on l'a observé dans d'autres études de cas. Il s'agit d'un défi permanent. Les femmes ne sont parfois acceptées qu'en tant qu'épouses ou filles de dirigeants politiques (chapitre 5, Bolivie).

Conclusions : l'économie solidaire féministe sous un angle critique et possibiliste

Apprécier la valeur subversive et émancipatrice réelle de l'ES d'un point de vue féministe nécessite un cadre adéquat. La combinaison d'une épistémologie critique et possibiliste permet de mettre en évidence le potentiel insoupçonné de l'ES, sans perdre de vue les rapports sociaux et de pouvoir. Loin d'être des expériences isolées et éphémères, les pratiques d'ES contribuent à repenser et à transformer la notion même d'économie. Cette nouvelle conceptualisation ne se limite pas à la production ou à l'allocation de ressources ; elle inclut la reproduction sociale définie comme *l'ensemble des rapports, institutions et activités nécessaires à la reproduction et au maintien de la vie, aujourd'hui et pour les générations futures*. Les initiatives d'ES sont des actions concrètes qui peuvent associer la prise de décision à la discussion, à la mobilisation, à la résistance et, finalement, au changement institutionnel—contribuant ainsi à repenser le politique et à politiser la question de la reproduction sociale. À ce titre, elles répondent aux préoccupations de longue date de certains mouvements féministes, convaincus que la lutte contre

le patriarcat exige de revoir la nature même de l'économie et du politique (voir également le chapitre postface de ce livre), ainsi que l'hétérogénéité fondamentale des aspirations et des contraintes des femmes.

Est-il possible de déterminer les conditions nécessaires à une économie féministe solidaire et les défis auxquels elle est confrontée? Dans le dernier chapitre, nous reviendrons sur un certain nombre de tendances communes. À ce stade, il convient de mentionner des conditions très générales. Certaines femmes, notamment parmi les plus marginalisées, peuvent et veulent se (ré)approprier leur propre destin et décider elles-mêmes de leurs priorités et de leurs formes d'action; c'est une condition essentielle, qui implique d'accepter *l'indivisibilité de l'action et de la délibération*. Conformément à notre posture épistémologique, un autre aspect mérite d'être mentionné: il est illusoire de considérer qu'il existe une discontinuité radicale entre les alternatives émancipatrices et les pratiques et sources d'oppression et d'exploitation. De nombreuses femmes expérimentent de nouvelles façons de penser et d'agir, tout en contribuant à une dynamique sociale plus large qu'elles ne contrôlent pas toujours. Dans ce processus, des voies de résistance tant à l'économie domestique que capitaliste émergent, qui sont des illustrations concrètes d'un certain nombre d'anciennes revendications féministes: rejeter la division entre «production» et «reproduction», atténuer la division sexuelle inégale du travail, s'orienter vers la communalisation de la reproduction sociale tout en continuant à faire pression sur l'État pour qu'il assume ses responsabilités, réclamer la valorisation du travail des femmes, tant monétaire que symbolique, et une extension à une vision plus large de la vie, tant humaine que non humaine. Si les initiatives réussissent à créer des rapports sociaux qui ne soient ni de type domestique ni capitalistes, c'est parce qu'elles articulent les principes de réciprocité, de redistribution, de *householding* et de marché et les soumettent aux principes de démocratie et d'égalité, en contestant la subordination des femmes subalternes.

Ces configurations plurielles sont en effet instables, d'abord et avant tout parce qu'elles sont souvent ancrées dans des asymétries

structurelles qui reflètent et cristallisent les appartenances de genre mais aussi de classe, de race, de caste, de lieu, de cycle de vie, etc. et ce à différentes échelles. En raison de l'adaptation continue à des contextes à la fois uniques et changeants, les formes et les motivations de la lutte sont une succession de pas en avant et en arrière, dont l'issue est souvent imprévisible, comme on l'observe aussi dans d'autres formes de mobilisation des femmes (Kabeer *et al.*, 2013). L'équilibre entre les différentes formes d'interdépendance économique est un processus continu qui ne se termine jamais. Cela peut donner un sentiment d'inachèvement et d'« expérimentation permanente » (Hersent 2014) ou d'« indétermination structurelle » (Gibson-Graham 2014). Mais ces caractéristiques sont les conditions mêmes de l'existence de ces initiatives.

Les chapitres qui suivent, basés sur des études empiriques approfondies de six initiatives en Inde et en Amérique latine, décrivent et analysent la trajectoire de ces initiatives, leurs réalisations et les obstacles auxquels elles sont confrontées. Elles indiquent les chemins difficiles du changement social, dans le contexte du capitalisme financier mondial et de profondes crises de la reproduction sociale. Elles montrent que, tout en résistant à l'expansion croissante du capitalisme et à la place omniprésente des économies domestiques, repenser et réorganiser la reproduction sociale est un exercice périlleux, fragile et ambivalent. Mais elles montrent aussi que de nouveaux imaginaires, de nouveaux rapports sociaux, de nouvelles formes d'organisation et de nouvelles institutions sont *possibles*.

Guérin Isabelle, Hillenkamp Isabelle,
Verschuur C.

L'économie solidaire depuis une approche
féministe : une analyse critique et
possibiliste.

In Verschuur C. (ed.), Guérin Isabelle (ed.),
Hillenkamp Isabelle (ed.). Effervescences
féministes : réorganiser la reproduction
sociale, démocratiser l'économie solidaire,
repenser la valeur.

Paris (FRA) : L'Harmattan, 2021, 37-68.

(Genre et Développement, Eclairages), 2.

ISBN 978-2-343-23321-5